



Notes de synthèse

Le Patriot Employer Act

Andréanne Martel

Le Patriot Employer Act fut **introduit au Sénat le 2 août 2007** par Dick Durbinⁱ. L'idée maîtresse de ce projet de loi sera reprise dans la plateforme électorale de Barack Obama, *The Change We Need: Plan to Strengthen the Economy*ⁱⁱ. Dans le but de renforcer la capacité économique du pays, et de favoriser la création de nouveaux emploisⁱⁱⁱ, il est proposé:

[...] to reward companies that create good jobs with good benefits for American workers. The legislation would provide a tax credit to companies that maintain or increase the number of full-time workers in America relative to those outside the US; maintain their corporate headquarters in America if it has ever been in America; pay decent wages; prepare workers for retirement; provide health insurance; and support employees who serve in the military^{iv}.

Le Patriot Employer Act

Le *Patriot Employer Act* vise à amender l'*Internal Revenue Code* (IRC) de 1986^v. Il serait un ajout à la sous-section D de la partie IV du sous-chapitre 1 du IRC^{vi}, portant la mention de "SEC.450. Reduction in Tax of Patriot Employers"^{vii}. La structure adoptée revêt une importance particulière. Il ne s'agirait pas seulement d'octroyer un crédit aux entreprises qui rencontrent les critères pré-établis, mais d'introduire

une distinction entre les employeurs^{viii}. Il est donc intéressant d'étudier ce qui constitue un employeur "patriote" au regard de ce projet de loi appuyé, rappelons-le, par Barack Obama, Hilary Clinton et Sherrod Brown^{ix}.

Devenir un employeur patriote

En vertu de cet amendement, tout employeur remplissant les conditions se verrait attribuer, à la fin de chaque année fiscale, un crédit " *of 1% of the taxable income of the taxpayer which is properly allocable to all trades or business with respect to which the taxpayer is certified as Patriot employer*"^x. Plusieurs critères sont identifiés afin d'évaluer le niveau de patriotisme des entreprises sur le sol des États-Unis.

Tax credit of 1% of the taxable income of the taxpayer which is properly allocable to all trades or business with respect to which the taxpayer is certified as Patriot employer

* **Établissement des maisons-mères aux États-Unis :** Un employeur "patriotique" doit conserver sa maison-mère sur le territoire américain, si tel était le cas lors de l'implantation originelle^{xi}.

* **Assurance-santé** : Un employeur patriote se doit de payer minimalement 60 % de l'assurance-santé de chacun de ses employés^{xii}.

* **Neutralité** : Tout employeur patriotique conserve une neutralité *de facto* et agit en conséquence lorsque les employés s'organisent en syndicat et négocient des politiques organisationnelles, notamment, un mode de prélèvement à la source ^{xiii}.

* **Un employeur ayant plus de 50 employés** : Lorsqu'un employeur a sous sa tutelle plus de 50 employés, certaines obligations additionnelles lui reviennent afin qu'il puisse se prévaloir du titre "patriote". La première obligation est le maintien,

voire l'augmentation, du ratio des emplois à temps plein sur le sol américain aux emplois à temps plein à l'étranger^{xiv}. La deuxième obligation se rapporte à la nécessité pour les employeurs d'assurer un taux horaire raisonnable permettant à l'employé de vivre au-delà du seuil de la pauvreté fixé par l'État^{xv}. La troisième obligation relève de la responsabilité entrepreneuriale d'assumer un régime de pension de retraite aux employés (trois formules sont

proposées)^{xvi}. La quatrième et dernière obligation dont les grandes entreprises seraient tributaires est d'assurer la différence de salaire et de conserver les bénéfices des employés appelés à servir leur pays, afin de favoriser l'embauche et la réinsertion des militaires^{xvii}.

* **Un employeur avec moins de 50 employés** : L'initiative du sénateur Durbin prévoit également des obligations particulières pour les employeurs ayant moins de 50 employés. Deux obligations leur incombent : assurer un taux horaire raisonnable permettant à l'employé de vivre au-delà du seuil de la pauvreté fixé par l'État^{xviii} et fournir un régime de pension de retraite aux employés^{xix}.

L'avenir du Patriot Employer Act

D'un point de vue institutionnel, le *Patriot Employer Act* est présentement absent des débats politiques, malgré sa transmission à la Commission des Finances (*Finance Committee*) du Sénat^{xx}. Rappelons que la constitution américaine demande l'appui des deux chambres pour l'adoption d'un projet de loi en tant que législation officielle. Par ailleurs, le fait que le Congrès n'ait pas encore soumis le *Patriot Employer Act* à un débat, pourrait expliquer l'absence d'audience au sein de la Commission des Finances^{xxi}. Faute de *momentum*, la commission peut décider de ne pas entreprendre l'étude d'un bill pour éviter sa mort immédiate^{xxii}. Quoiqu'il en soit, nous devons attendre l'entrée en poste de Barack Obama pour connaître le sort réservé à cette initiative d'un Sénateur de l'Illinois.

Aux origines du projet de loi : l'emploi et la fiscalité d'entreprise

Le *Patriot Employer Act* gravite autour de deux grands enjeux : le fardeau fiscal des entreprises et l'évolution du marché de l'emploi. En septembre 2004, Lou Dobbs de CNN produit un reportage choc sur l'envoi des emplois américains à l'étranger^{xxiii}. La controverse sur l'exportation des emplois se fait plus vive après que Gregory Mankiw, président du *Council of Economic Advisors* de George W. Bush, ait déclaré :

Outsourcing is just a new way of doing international trade. We're very used to goods being produced abroad and being shipped here on ships or planes. What we're not used to is services being produced abroad and being sent here over the Internet or telephone wires^{xxiv}.

Le retour de ce problème sur la scène politique se fait sentir avec la publication de nombreuses études sur l'emploi en provenance des syndicats mais aussi des chambres de commerce et du gouvernement. Ainsi, selon une étude réalisée par le *CATO Institute*, les 30 types d'emplois qui manifestent une plus forte

Our bill will create a new patriotic corporate ethic in America that unites workers and their employers

We will end the tax breaks for companies who ship our jobs overseas, and we will give those breaks to companies who create good jobs with decent wages right here in America

croissance se retrouvent dans le domaine des technologies de l'information^{xxxv}. Par contre, les avancées technologiques mettent en péril ces emplois qui peuvent, désormais, être remplacés par des robots et des ordinateurs ou être transférés à l'étranger^{xxxvi}.

Loin de céder à l'alarmisme, le *Bureau of Labor Statistics* va publier, en 2006, soit peu de temps avant le déclenchement du processus électoral, un rapport au contraire fort encourageant sur la situation de l'emploi aux États-Unis^{xxxvii}. D'après ce dernier, le taux d'employabilité aurait augmenté de 2.4% depuis un an^{xxxviii}, Une création de quelque 2.3 millions d'emplois imputée aux coupures de taxes effectuées en 2003^{xxxix}. De son côté, l'*Heritage Foundation Center for Data Analysis* en rajoute encore en notant que 6.8 millions d'emplois ont été créés depuis la mise en œuvre du programme de croissance de George W. Bush^{xxx}.

Parallèlement, les débats sur la fiscalité des entreprises reviennent sur le devant de la scène politique avec la publication d'une étude par le Département du Trésor (*Treasury Department*) sur l'évasion fiscale et les taux d'imposition effectif (*tax compliance*)^{xxxxi}. L'étude est troublante et soulève de sérieux questionnements législatifs^{xxxii}. L'étude conseille notamment au Congrès de retravailler la législation fiscale afin d'assurer un meilleur rendement fiscal et de renforcer les contrôles fiscaux. L'avis du Département du Trésor qui veut qu'une réforme du système de taxation favorise les crédits et simplifie le processus d'imposition^{xxxiii} devient l'un des aspects précurseurs du débat électoral et incite la Commission des voies et moyens à débattre des mesures proposées pour réduire l'évasion fiscale^{xxxiv}.

Le 14 juin 2007, la Commission des voies et moyens de la Chambre des représentants tient une audience sur la promotion de la compétitivité des travailleurs américains dans l'économie globalisée^{xxxv}. Elle porte les rapports sur l'emploi et le système de taxation vers de nouveaux horizons. Le mandat de cette audience est d'évaluer les effets négatifs du commerce sur les individus et les entreprises^{xxxvi}. On y souligne notamment la perte de 3 % des emplois à cause du commerce international et la nécessité de faire des examens plus approfondis avant d'entériner des

accords de libre-échange^{xxxvii}. L'une des solutions prônées pour enrayer les effets négatifs du libre-échange est l'aide à l'ajustement commercial (*Trade Adjustment Assistance* (TAA)), un programme qui offre des suppléments de revenu et des formations continues aux travailleurs afin de leur permettre de demeurer compétitifs et de retrouver rapidement un emploi^{xxxviii}. Le taux de chômage est alors de 4.5 %^{xxxix}, mais à la question de l'insécurité économique vient aussi se greffer celle de l'insécurité sociale. Pour les défenseurs de l'assurance-santé, la protection de la santé des travailleurs est indissociable de leur productivité^{xl}, ce qui, en retour, doit permettre aux États-Unis de conserver leur niveau de compétitivité élevé sur la scène internationale^{xli}.

Ce survol sommaire retrace certains des éléments clés qui seront abordés dans le *Patriot Employer Act* en août 2007. Précisons toutefois que le *Patriot Employer Act* n'est pas le seul héritier de ces débats. Plusieurs autres projets de lois furent présentés dans la lancée, l'*Eagle Act* (H.R. 5907) notamment. Celui-ci est très semblable au *Patriot Employer Act* dans la mesure où il établit des critères très stricts sur le terme d'"employeur patriote". De même, faut-il mentionner la grande variété de projets de réforme fiscale^{xlii}. Néanmoins, c'est le *Patriot Employer Act* qui suscite les plus vifs débats.

Les arguments en faveur du Patriot Employer Act

L'Illinois, État du Sénateur Obama, a vu la compagnie Maytag exporter 1 600 emplois vers le Mexique en 2008 et attend une perte additionnelle de 4 200 emplois d'ici 2009^{xliii}. Ainsi, il n'est nullement surprenant de retrouver les grandes idées du *Patriot Employer Act* dans la plate-forme électorale de Barack Obama^{xliv}. D'autant que les syndicats, qui lui ont apporté un fort appui, sont particulièrement intéressés par les garanties de développement social que contenait ce Bill. Il n'est d'ailleurs pas anodin de relever que dans la plupart des communautés affectées par les transferts de production à l'étranger, on y retrouve une hausse du taux de criminalité et un pouvoir d'achat diminué de 20%^{xlv}. Le *Washington Labor Wire*, un réseau intersyndical, a applaudi

l'initiative d'inclure les principaux éléments du *Patriot Employer Act* dans la plate-forme électorale démocrate^{xlvi}. Les arguments en faveur d'une telle loi sont au nombre de sept (7).

* **L'adhésion volontaire** : L'initiative à l'étude propose plusieurs critères auxquels une entreprise qui désire être "patriote" devra répondre. Or, aucun de ces critères n'est obligatoire. L'adhésion au *Patriot Employer Act* relève de la liberté de choix de l'entrepreneur^{xlvii}. Aucune sanction ne peut être appliquée envers un employeur qui déciderait de ne pas souscrire aux propositions que l'on retrouve dans le bill de Dick Durbin^{xlviii}. Le *Patriot Employer Act*, avec son crédit de 1%, n'est donc qu'un incitatif et non une obligation contraignante.

* **L'éthique corporative** : Selon Dick Durbin, le *Patriot Employer Act* fait du bien-être de la population américaine sa priorité numéro un^{xlix}. Le *Patriot Employer Act* permet de récompenser les employeurs qui sont fidèles à la nation américaine en favorisant la création d'emplois avec de bonnes conditions^l.

The Patriot Corporation Act would reward companies that invest in our nation and its workers. Americans have had enough of businesses offshoring jobs and skirting the law to increase their bottom line. Our bill will create a new patriotic corporate ethic in America that unites workers and their employers [...]^{li}

* **La priorité aux emplois américains** : Depuis 2001, plus de 2.5 millions d'emplois dans le secteur secondaire et 850 000 emplois dans le domaine des services ont été exportés à l'étranger^{lii}. Selon l'*Economic Policy Institute*, 59 % des emplois perdus le seraient pour cause d'exportation des manufactures à l'étranger^{liii}. Ainsi, l'incitatif du *Patriot Employer Act* permettrait de conserver plusieurs emplois. En prônant l'enracinement des maisons-mères aux États-Unis, ce bill évite la délocalisation^{liiv}. Dick Durbin mentionne à cet égard :

When companies make headlines today it is often for all the wrong reasons: fraud, tax avoidance and profiteering," Durbin said. "Americans have had enough with a corporate culture that rewards bad behavior and ignores the well being of workers. It is time for Patriot

Employers to be recognized for doing right by their workers even while they do well for their customers and shareholders^v.

* **Le respect des employés** : L'AFL-CIO, regroupement national des syndicats aux États-Unis, est favorable à la hausse des salaires. La diminution constante des salaires entrave la productivité des travailleurs devant l'insécurité constante que représente la crainte de perdre son emploi^{lvi}. Sans oublier que la menace de délocalisation qui pèse sur le dos des travailleurs amoindrit leur pouvoir de négociation pour obtenir de meilleures conditions de travail^{lvii}. Dès lors, le *Patriot Employer Act* devient un outil pour favoriser un retour de pouvoir chez les travailleurs.

* **La flexibilité** : Le *Patriot Employer Act* est un instrument flexible pour l'employeur puisque aucune précision n'a été apportée sur la manière dont l'employeur se doit d'agir pour atteindre les critères du "patriotisme"^{lviii}. De plus, le fait de diviser les objectifs entre les grandes et les petites entreprises est une prise en compte de la disponibilité des moyens financiers divers^{lix}.

* **Le retour de la confiance** : Le *Patriot Employer Act* sert d'outil pour redonner confiance à la population envers son économie. Trop de citoyens se voient affectés par l'exportation des emplois et plusieurs communautés en souffrent^{lx}. Aussi, veut-on accentuer l'importance de lutter contre l'évasion fiscale (*tax loopholes*) qui sont porteuses d'injustices en n'accordant aucun incitatif pour mettre fin à la délocalisation des entreprises^{lxi}:

Our tax code and economic policy, for example, could use a little more patriotism...and that's exactly what our Patriot Corporations for America Act does. Right now, we're providing all the wrong incentives. We're essentially paying companies to avoid paying taxes and to create jobs overseas instead of investing in their own country. And if the majority in the Congress had their druthers, there would be no estate tax at all, thus subsidizing those who happen to be born into wealth...while those who work hard and create American jobs continue to get squeezed^{lxii}.

* **La reconnaissance des valeurs américaines** : Cet aspect n'est pas négligeable puisque le titre même de la proposition porte en son sein le "patriotisme". Lynn

Woosley rappelle : “ Real patriotism is about compassion for the people of America-- workers, families and communities.”^{lxiii} Betty Sutton, représentante de l’Ohio au Congrès, précise d’ailleurs l’importance qu’une telle législation aurait sur les familles en augmentant leur importance sur le marché global^{lxiv}. N’oublions pas que le *Patriot Employer Act* favorise la reconnaissance de ses travailleurs ayant servi ou servant leur pays dans la sphère du travail^{lxv}.

L’opposition des milieux d’affaires

Le *Patriot Employer Act* n’ayant pas été soumis à une audience devant La Commission des Finances au Sénat, peu de Sénateurs se sont directement opposés à cette proposition d’amendement du code de l’impôt^{lxvi}. Par contre, il a immédiatement soulevé une forte mobilisation contre lui dans les milieux d’affaires, notamment par le biais de la *U.S. Chamber of Commerce*^{lxvii}. Très vite, la chambre est devenue le porte-étendard de l’opposition et son Président, Thomas Donohue, n’a jamais manqué de rappeler, particulièrement au cours de ses apparitions publiques durant les élections, que la dernière chose dont les États-Unis avaient besoin serait une législation qui affaiblirait leur compétitivité sur la scène économique internationale^{lxviii}. Ainsi, dans un discours prononcé en 2008 au *State of American Businesses*, il mentionne le danger de perdre *l’American Dream* en alourdissant le fardeau fiscal des entreprises^{lxix}. En fait, le *Patriot Employer Act* est perçu par les milieux d’affaires comme une mesure qui va à l’encontre des valeurs américaines de liberté d’entreprise et de prise de risque^{lxx}. Outre cette critique générale, on retrouve sept (7) arguments dans les attaques contre le projet de Dick Durbin.

* **Redistribution punitive** : La réduction de 1 % des impôts des entreprises “patriotiques” équivaut à une augmentation de 1 % pour les entreprises américaines qui opèrent à l’étranger^{lxxi}. Aussi, parle-t-on d’une redistribution punitive ou négative dans la mesure où les entrepreneurs ayant des filiales à l’extérieur des États-Unis voient leur bénéfice fondre un peu plus^{lxxii}. Comme les États-Unis possèdent déjà le deuxième taux de taxation corporatif le plus haut au monde (35

%), le fait de réduire le taux de taxation des employeurs “patriotes” ne fait que punir les autres entreprises qui, pourtant, oeuvrent en faveur de la croissance économique^{lxxiii}.

* **Fuite des maisons-mères** : Le pays risque aussi de voir ses maisons-mères quitter le sol américain pour se relocaliser vers des États où le taux de taxation des profits corporatifs est moindre^{lxxiv}. Ainsi, pour une diminution de 1 point de pourcentage d’impôt en faveur des entreprises patriotes, les États-Unis risquent de perdre des entreprises qui font la force de l’économie nationale. Le crédit de 1 % est un faible incitatif pour tenter de motiver l’investissement en territoire américain^{lxxv}. Thomas Donohue appelle à la prudence avec cette proposition démocrate, puisque le tiers des emplois aux États-Unis est issu du commerce intrafirme^{lxxvi}.

* **Retour du protectionnisme** : Cette mesure s’inscrit directement à l’encontre du remède que les États-Unis ont besoin pour faire face aux pressions de la crise actuelle^{lxxvii}. Ce désir de ramener l’économie vers l’intérieur des frontières “gaspille” l’énergie des politiciens en tentant de faire reculer l’économie de cinquante ans^{lxxviii}. En clair, le choix “priorisé” ne devrait jamais être celui qui diminue la liberté économique^{lxxix}.

* **Diminution des investissements** : Une initiative qui préconise la transmission du fardeau social sur les employeurs entraîne une augmentation du coût de la main d’œuvre aux États-Unis^{lxxx}. Devant cet accroissement des dépenses au sein d’une entreprise, deux effets sont possibles : le transfert d’emplois vers l’étranger ou la diminution des emplois locaux^{lxxxii}. Peu importe le choix prôné, il en résulte un coût élevé pour les citoyens : une réduction des emplois disponibles. Un calcul fait par le *Heritage Foundation* évalue la décroissance à 3.4 millions d’emplois si le *Patriot Employer Act* est passé comme législation^{lxxxiii}.

* **Un agenda syndical** : Cette suggestion de la part de Dick Durbin est perçue comme la mise en place législative de l’agenda des syndicats aux États-Unis^{lxxxiii}.

* **Manque de clarté** : Plusieurs avocats représentants des compagnies diverses se sont prononcés sur la mise en œuvre d'une telle législation. Le *Patriot Employer Act* manque de précision lorsqu'il est question des mesures à prendre pour se conformer aux propositions énoncées^{lxxxiv}. Aucun établissement ou institution n'est responsable d'évaluer la conformité des entreprises qui seraient "patriotiques"^{lxxxv}. Par ailleurs, certains critères de patriotisme sont difficilement évaluables et aucune suggestion n'est faite quant à la manière de s'y prendre^{lxxxvi}. Dès lors, même si une entreprise désire être "patriotique", le déficit d'uniformité des mesures priorise un désengagement envers le *Patriot Employer Act*^{lxxxvii}. La prise en compte des petites entreprises suscite également un problème sérieux, puisque leur fardeau fiscal pour atteindre le statut d'employeur "patriotique" est beaucoup plus important qu'une entreprise avec plus de 50 employés^{lxxxviii}.

* **Réduction de l'embauche des militaires** : Le *Patriot Employer Act*, en tentant de favoriser l'embauche d'anciens combattants et de soldats dans la réserve, engendre un risque de voir ces personnes sans emploi^{lxxxix}. Selon Me Van Deusen, partenaire au sein du cabinet Kollman et Saucier P.A., les conditions que l'on retrouve dans ce bill vont défavoriser l'employé ayant servi ou servant son pays puisqu'il devient une charge financière importante pour l'employeur^{xc}.

Une entrave à la croissance ou une nouvelle redistribution ?

Le débat sur le *Patriot Employer Act* ne s'est pas limité aux seuls milieux d'affaires et syndicaux. Les *think tanks* ultralibéraux et progressistes se sont également opposés à son sujet et de nombreux économistes ont pris position. Pour les opposants, le *Patriot Employer Act* est une menace directe à la croissance économique, à la compétitivité internationale des États-Unis et une forme pernicieuse de redistribution fiscale. Pour ses partisans, c'est, au contraire, une façon originale de stimuler l'emploi et d'apporter une plus grande protection sociale en économie ouverte tout en apportant des correctifs à la fiscalité et en favorisant

une meilleure redistribution des gains de la globalisation.

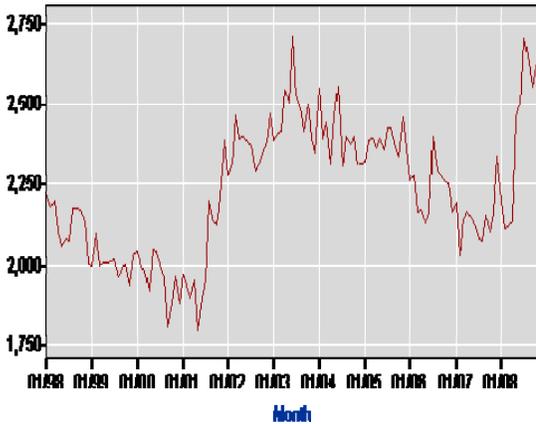
Une atteinte à la compétitivité internationale et au dynamisme des États-Unis

Le *Comprehensive Tax Plan* de Barack Obama mentionne que les coupures de taxes serviront à l'amélioration de la compétitivité des États-Unis et à la création d'emplois^{xcii}. Pourtant, plusieurs économistes s'opposent à cette vision et soulignent l'effet néfaste sur la compétitivité internationale que le *Patriot Employer Act* apporterait^{xciii}.

* Les délocalisations, un faux problème

Tout d'abord, rien ne justifie de prendre des décisions politiques majeures sur la base d'un mythe^{xciii}. La peur de voir les emplois partir à l'étranger est une chose ; la réalité des statistiques en est une autre : les pertes d'emplois sont constantes et conjoncturelles^{xciv}. La situation économique est, certes, précaire, mais moins qu'il y a trente ans selon James Sherk^{xcv}. Celui-ci attribue les pertes d'emplois à trois facteurs : le départ volontaire, la transition vers un nouvel emploi et les mises à pied^{xcvi}. Ainsi, lorsque des statistiques sur les pertes d'emplois sont établies, leur lecture doit se faire de manière vigilante et tenir compte des facteurs énoncés^{xcvii}. Une grande partie des pertes d'emplois constatées sont véritablement des transferts^{xcviii}. Dès lors, le chômage devient temporaire puisqu'un autre emploi attend, éventuellement, l'individu. James Sherk considère que la façon dont certains attribuent la diminution d'emploi immédiatement à la délocalisation est un manque de rigueur scientifique^{xcix}. Selon les tenants de cette approche, la délocalisation existe, mais elle n'est pas responsable de la totalité des emplois perdus^c. Le marché de l'emploi absorbe, selon eux, très bien la perte d'emploi^{ci}. Comme le démontre les graphiques suivants, la création d'emplois suit la perte d'emplois (graphiques 1 et 2).

Graphique 1. Pertes mensuelles d'emplois



Graphique 2. Création mensuelle d'emplois



Bureau of Labor Statistics
<http://data.bls.gov/PDQ/servlet/SurveyOutputServlet>

L'envoi d'emplois à l'étranger n'est pas non plus un phénomène nouveau^{ci}. Le retour de cet enjeu est simplement l'effet de la nouvelle concurrence sur le marché des services qui permet, par l'exportation de certains services, le fonctionnement des entreprises 24 heures sur 24, 7 jours sur 7^{ciii}. Cette nouvelle concurrence permettait en 2003, selon une étude du McKinsey Global Institute, une réduction de 60% des coûts^{civ}. Selon Catherine Mann, cette économie contribuait à une augmentation du PIB annuel des États-Unis de 230 milliards de dollars^{cv}. Par conséquent, malgré la frustration que la perte

d'emploi peut entraîner au sein de la population, il serait néfaste pour l'économie de ne pas profiter de cet avantage dans le secteur tertiaire^{cvi}. Selon Forrester Research inc. seulement 300 à 400 mille emplois sont transférés à des sous-contractants hors du pays par année, alors que 350 000 emplois sont perdus par semaine aux États-Unis^{cvi}. Relativisant ainsi le phénomène, la délocalisation est responsable d'un faible 0.6 % des emplois totaux qui sont perdus aux États-Unis^{cvi}. Ce pourcentage, selon le *U.S. Department Labor*, répond à une dynamique économique équilibrée^{cix}. Selon Griswold et Buss, la majorité des emplois perdus dans le secteur des technologies ne sont pas attribuables à la délocalisation mais plutôt à l'hégémonie de la robotique^{cx}.

La force économique des États-Unis se répercute partout dans le monde, il est donc naturel que cette même force entraîne la création d'emplois outre-mer^{cx}. Les compagnies privées à l'étranger sont parfois nécessaires pour la survie des entreprises. Ainsi, advenant des coûts de productions élevés,

Vision that actually unified our founders in the best way - a growing economy without a perpetual economic elite or perpetual underclass, where work and talent or even luck could determine who would rise, and not simply the accident of birth.

l'exportation d'un secteur de l'entreprise peut éviter l'effondrement complet d'une compagnie^{cxii}. Par ailleurs, le commerce avec des filiales outre-mer permet l'augmentation d'emplois plus performants aux États-Unis^{cxiii}. Rappelons que 6 millions de travailleurs aux États-Unis ont une carrière dans une entreprise étrangère établie en sol américain^{cxiv}. Une mesure affectant la création des

emplois à l'étranger par les États-Unis pourrait entraîner des représailles de la part d'autres compagnies étrangères risquant une perte d'emplois massive^{cxv}.

* Une fiscalité régressive

Cette peur de la délocalisation contribue à l'imposition d'une éthique aux entreprises qui va à l'encontre de leurs avantages économiques minant, de ce fait, la

compétitivité internationale des États-Unis. Or, pour ses opposants, le gouvernement surtaxe les compagnies américaines en comparaison aux autres pays^{cxvi}. Si elle était mise en œuvre, la proposition de Barack Obama reviendrait à hausser de 1 point de pourcentage le taux d'imposition sur les profits des compagnies opérant à l'étranger^{cxvii}. Une telle augmentation entraîne un danger d'iniquité fiscale entre les entreprises^{cxviii}. Non seulement le *Patriot Employer Act* reporte le fardeau fiscal sur les entrepreneurs qui ont pris des initiatives^{cxix}, mais une telle mesure les inciterait à l'inertie et à l'inefficacité dans le futur^{cxx}. Le *Patriot Employer Act* est donc une mesure déguisée pour éviter l'envoi d'emplois à l'étranger où, cette fois, on utilise la carotte au lieu du bâton^{cxxi}.

Certains, comme W. Beach ou J.D. Foster par exemple, vont plus loin encore et n'hésitent pas à dire que le régime fiscal actuel des sociétés est totalement anti-américain^{cxvii}. Selon eux, la clé du succès c'est l'abaissement des toutes taxes pour permettre un réinvestissement réel. Quelque 170 - 250 mille emplois seraient ainsi, selon eux, perdus chaque année à défaut du réinvestissement des entrepreneurs qui doivent payer leurs taxes^{cxviii}. Selon J.D. Foster, les taxes doivent devenir des outils d'expansion à l'investissement et donc être réduites^{cxviii}. Advenant un fardeau fiscal trop grand, les entreprises pourraient sortir les capitaux en entier du pays pour s'installer ailleurs, occasionnant ainsi une énorme diminution de revenu pour l'État^{cxvii}. Le profit corporatif représente 13.7% du PIB aux États-Unis^{cxvi}. Le gouvernement se doit donc d'être prudent dans l'adoption des mesures et des législations qu'il prendra, puisqu'une perte d'entreprise représenterait un déséquilibre économique important^{cxvii}.

* Redistribution par les entreprises

D'autres arguments sont également invoqués contre le *Patriot Employer Act*. Ainsi, celui-ci, s'il était adopté, inciterait les entrepreneurs qui désirent être patriotiques à assurer un salaire qui permet à chaque employé de vivre au-delà du seuil de la pauvreté. Cette proposition relance le débat sur l'augmentation des salaires. Selon les économistes du *Heritage*

Foundation, cette mesure vise à transférer les charges sociales du gouvernement à la classe entrepreneur^{cxviii}. L'utilisation du système de taxation comme un mécanisme de redistribution est irresponsable parce qu'elle ne prend pas en considération la situation économique^{cxviii}. En effet, avec la doctrine "spreading the wealth around" de Barack Obama, les États-Unis assistent à ce que Foster appelle une redistribution punitive^{cxix}. Celle-ci implique que les dividendes des entreprises, cruciaux pour le développement économique, leur soient confisqués pour assurer un suivi social qui ne devrait pas être sous leur responsabilité^{cxvii}. Affecter ainsi le taux de réinvestissement des entreprises pourrait coûter, selon Foster, près de 3.4 millions nouveaux emplois aux États-Unis^{cxviii}.

Par ailleurs, l'augmentation des salaires ne devrait pas s'effectuer par le biais de législations, puisque ces dernières ne s'inscrivent pas dans la réalité du marché. Selon Beach, les salaires bas sont attribués aux nouveaux employés n'ayant pas d'expérience et dont la productivité n'est pas encore rentable pour un employeur^{cxviii}. Forcer l'augmentation des salaires c'est augmenter le coût de la main d'œuvre^{cxviii}. Or, un employeur qui paie une main d'œuvre chère désire avoir des employés avec plus de rendement et possédant des qualifications particulières^{cxvii}. Par conséquent, ces législations ayant obligé la hausse des salaires pour aider les moins nantis ont, en fait, contribué à la croissance de leur "désembauche" puisqu'ils ne possèdent plus la valeur marchande requise^{cxvii}. Cette façon de vouloir aider va donc à l'encontre des valeurs américaines qui veulent que : *You work hard, you save and you live prudently. Then you will be assured the enjoyment of your economically virtuous life*^{cxvii}. Les travailleurs et le Congrès doivent donc assimiler le fait que les salaires suivent la productivité du marché et que toutes les augmentations doivent être précédées d'une hausse de cette dernière^{cxviii}.

Il faut rappeler que le projet à l'étude prône un devoir pour l'employeur patriotique d'assurer un certain régime de retraite et une couverture de 60 % de l'assurance-santé des travailleurs. Ces critères sont, selon Campbell et Nell, une mauvaise manière

d'assurer la redistribution des richesses^{exxxxix}. Attribuer le crédit de 1 % aux entreprises pour une charge économique qui leur demande plus de 1 % de leurs profits équivaut pour celles-ci à une déstabilisation budgétaire^{exl}. La partie des bénéficiaires qui est grugée pour assurer ces obligations est celle-là même qui sert au réinvestissement dans la recherche et le développement et à la création de nouveaux emplois^{exli}. Dès lors, le *Patriot Employer Act* ciblerait le mauvais moyen pour assurer la redistribution de la richesse. Le crédit devrait être attribué à l'individu pour qui le montant reçu est beaucoup plus avantageux à long terme^{exlii}. Comme le *Patriot Employer Act* ne serait pas obligatoire et que, financièrement, il coûterait plus cher à l'employeur que le crédit retiré, il serait donc plus intéressant de donner le crédit pour l'assurance-santé à l'individu, si le but premier est de s'assurer que tous ont une couverture médicale^{exliii}.

* Complication du système

Autre argument : tout cela revient à compliquer inutilement un régime fiscal déjà très complexe pour des résultats douteux. Selon Foster, justifier l'augmentation des taux d'imposition, puisque l'on permet une grande variété de crédits, ne constitue pas une solution valable pour le retour de la prospérité aux États-Unis^{exliv}. Selon ce chercheur, répondre au problème par l'octroi de crédits ne fait que compliquer un système fiscal déjà difficile à comprendre^{exlv}. Par ailleurs, attribuer trop de crédits vient remettre en cause l'équilibre du système fiscal en question en lui confiant un rôle de distributeur de richesses^{exlvi}.

Campbell et Nell rappellent que l'attribution de crédits multiples complique le processus de taxation et alourdit la bureaucratie gouvernementale diminuant l'efficacité du système^{exlvii}. De plus, la complexité du système est telle, que le simple citoyen doit, inévitablement, faire appel à un expert comptable^{exlviii}. Cette nécessité peut représenter pour certaines familles américaines des coûts très importants, voire une diminution de leur pouvoir d'achat^{exlix}.

* Perte de croissance

En somme et pour conclure sur les arguments des opposants, premièrement, Barack Obama, avec ses politiques de taxation, défendrait une politique de redistribution des richesses par des taxes sur les dividendes, ce qui aurait pour effet de décourager les demandes de crédits, de pénaliser l'efficacité et l'initiative économique et, *in fine*, de nuire à la croissance et à la compétitivité de l'économie américaine^{exl}. Selon Campbell et Nell, le programme d'Obama entraînerait rien de moins qu'une diminution du PIB de quelque 1 576 200 dollars par an^{exli}.

Deuxièmement, l'accent devrait être mis sur des politiques favorisant la croissance économique à long terme aux États-Unis^{exlii}. De plus, le Congrès devrait éviter des mesures obligatoires visant la création d'emplois^{exliiii}. Il faut comprendre que les travailleurs verront leurs conditions s'améliorer grâce aux retours d'impôts aux individus et à l'augmentation de leur productivité^{exliv}.

Enfin, troisièmement, l'attribution de crédit apparaît pour les critiques comme une erreur sur la méthode à prendre pour assurer la croissance économique des États-Unis. Comme le précisent Campbell et Nell, les crédits d'impôt entraînent une hausse temporaire au niveau de l'emploi et de la consommation, mais aucune garantie à long terme^{exlv}. Le surplus reçu, souvent de quantité négligeable pour un employeur, n'occasionne qu'un gain à court terme^{exlvi}. L'employeur peut réinvestir ce gain, mais comme il n'est pas garanti à chaque année, il permet difficilement un réinvestissement durable^{exlvii}. Par ailleurs, l'incertitude du montant reçu peut également inciter l'employeur à ne pas réinvestir, empêchant ainsi la redistribution des profits au sein de la communauté^{exlviii}.

Reconnaissance d'une obligation morale de redistribution

Tous les économistes ne voient pas les choses sous le même angle. La proposition de favoriser l'emploi aux États-Unis par des crédits d'impôt a aussi reçu de solides appuis, notamment de la part de ceux qui y

voient là l'occasion de rétablir les rapports de force entre les entreprises et les travailleurs et de reconstruire les filets de la protection sociale. Leurs arguments se déclinent en quatre principaux.

* Les mauvais calculs de la croissance

Les défenseurs des arguments énoncés précédemment soulignent l'impact positif des délocalisations sur la croissance du PIB américain. Cependant, le *Bureau of Economic Analysis* rappelle que le calcul du PIB est effectué de façon telle, qu'il est difficile d'attribuer sa hausse à la délocalisation^{clix}. Cette agence mentionne que le prix de l'importation comptabilisé dans le PIB n'est pas un reflet immédiat du pourcentage d'entreprises à l'étranger^{clx}. Ainsi, utiliser le taux d'importation pour comptabiliser l'avantage des emplois outre-mer est une erreur trop commune qui occasionne des conclusions hâtives voulant que la délocalisation soit une source immédiate de croissance aux États-Unis^{clxi}. Dès lors, le BEA précise que le PIB est un outil utile pour mesurer la croissance d'un pays, mais qu'il faut regarder les éléments du calcul pour en tirer des conclusions justes^{clxii}.

Un autre argument veut que le calcul du bien être économique d'un pays ne se mesure pas seulement par l'accumulation de richesses, mais aussi par leur redistribution^{clxiii}. Comme le mentionne Gene Sperling, conseiller économique sous Clinton, un État peut avoir une énorme fortune, mais si le Roi en prend 99%, l'État demeure pauvre^{clxiv}. Calculer la croissance demande donc d'aller au-delà la croissance elle-même pour regarder la projection de la dignité économique : l'écart de richesse au sein de la société^{clxv}. Après tout, les valeurs économiques des pères fondateurs étaient claires^{clxvi}. Il faut donc assurer cette vision de croissance équitable par des mesures qui favorisent un support de la classe moyenne^{clxvii}.

* Changer le système fiscal

Gene Sperling mentionne que le débat sur la délocalisation peut se traduire par l'exportation du rêve américain^{clxviii}. Si la scène politique ne se décide pas à changer sa façon de penser, c'est la mort de ce rêve qui risque de se produire^{clxix}. Le phénomène majeur qui aurait entraîné cette situation est

l'aliénation du système de taxation aux États-Unis^{clxx}. Ce système se devant d'être progressif pour assurer une redistribution équitable des richesses^{clxxi}, a connu une transformation, suite à l'adoption de législations, permettant aux riches de s'enrichir^{clxxii}. Selon Jeff Faux, le pouvoir politique dort au côté des intérêts économiques, brisant le contrat social en empêchant les syndicats d'asseoir leur pouvoir de négociation^{clxxiii}. Dès lors, le *Patriot Employer Act* permet, avec ses mesures, un retour aux intérêts des travailleurs au lieu de ceux de l'élite multinationale^{clxxiv}.

Ce contrôle de l'élite commerciale entraîne un déficit budgétaire qui détruit l'emploi et la stabilité financière des États-Unis minant à long terme le niveau de vie de la classe moyenne^{clxxv}. Il faut donc arrêter de concevoir les conditions déplorables de l'emploi comme un manque de talent et de productivité, mais plutôt percevoir les causes de l'inégalité dans ce transfert du pouvoir politique vers la sphère économique^{clxxvi}. Il faut revoir le système de taxation afin que le réinvestissement valorisé soit celui qui passe par l'éducation et la santé pour enrayer l'effritement actuel du filet de sécurité sociale^{clxxvii}. Une telle aliénation de la structure économique demande une reprise du pouvoir politique, un contrôle des paradigmes et une responsabilisation des corporations envers les acteurs importants en dehors du marché^{clxxviii}. Ainsi, le *Patriot Employer Act* peut être vu comme une avancée dans la mesure où il désire vaincre les investissements "vides" que le système actuel tend à encourager^{clxxix}.

* Protéger les travailleurs et leur famille

Le déterminisme de la globalisation mobilise les emplois à l'extérieur des États-Unis en rappelant les bénéfices pour le pouvoir d'achat des familles^{clxxx}. La vérité est que cette idée de déterminisme pousse le gouvernement à oublier la réalité des familles américaines qui ont à vivre avec la peur de voir leur gagne-pain partir outre-mer. Dans leur cas, le fait de savoir que leur pouvoir d'achat va ainsi augmenter est une bien maigre consolation^{clxxxi}. En 2008, 77 000 emplois ont été perdus en juin et seulement 9 000 furent créés en juillet^{clxxxii}. L'absence de sécurité d'emploi aux États-Unis est de plus en plus

dominante et nécessite un changement politique profond afin de faire valoir un commerce humanisé^{clxxxiii}. Le *Patriot Employer Act* répond à cette nouvelle tendance qui veut que les projets d'humanisation du commerce permettent de concilier la liberté de l'entrepreneur et le respect des individus, et ainsi protéger le capitalisme contre les excès du laisser-faire^{clxxxiv}.

Les familles ont également un fardeau qui pèse sur leurs épaules : les coûts toujours plus pharamineux de l'assurance-santé^{clxxxv}. C'est un autre argument en faveur des réformes du marché^{clxxxvi}. Les programmes sociaux sont importants pour le bon fonctionnement communautaire et la croissance économique devrait se former en prenant en considération cet aspect^{clxxxvii}. Il est temps que les législations tiennent compte du fondement des États-Unis, les travailleurs, et assurent leur protection dans le commerce international^{clxxxviii}. Pour ce faire, tout changement de pouvoir hors des mains des corporations peut aider^{clxxxix}.

Bref, selon les tenants de cette approche, la délocalisation est une forme de concurrence qui demande de nouvelles règles pour éviter une domination des plus forts sur les plus faibles^{exc}. Il faut éviter d'enraciner la perte d'emplois et la diminution des conditions de travail dans la structure économique. Et pour ce, il est nécessaire d'avoir des réglementations sociales protégeant les intérêts des travailleurs^{excii}. Comme le précise Thomas Palley, le danger premier de la délocalisation n'est pas la perte d'emplois, mais la diminution des conditions sociales qu'il entraîne^{exciii}. L'absence de mesures sociales qui favorisent l'égalité sont néfastes pour la classe travaillante et croire que le marché s'en chargera est utopique^{exciii}. Et Palley de rappeler ce que disait Keynes à ce sujet : *Recognized that the price system does not automatically generate sufficient demand and that work in individual markets does not automatically work for the economy as a whole*^{exciv}.

L'instauration d'un régime de concurrence globale demande sa contrepartie sociale, autrement dit des standards sociaux internationaux^{exciv}. Selon cette approche, il n'est pas déplacé, voire allant à l'encontre du marché, de demander à une entreprise d'assurer la

charge de l'assurance-santé de ses employés ^{excvi}. Par ailleurs, le vieil argument qui veut que la délocalisation soit bonne pour l'économie met en péril la prospérité des travailleurs puisque cet argument implique une absence des syndicats^{excvii}. On se bande les yeux volontairement sur le fait que l'absence de pouvoir d'un syndicat implique des conditions de travail médiocres entraînant un système patronal hégémonique^{excviii}. En effet, si l'on considère que le salaire moyen aux États-Unis était de 16.50 \$/heure en 2005, alors qu'en 1970 il était de 17.66 \$/heure, on réalise que l'absence d'un pouvoir de négociation syndicale a entraîné une baisse de 8 % du salaire, alors que les États-Unis ont connu une hausse de productivité sans pareil^{excix}.

* Le mythe du réinvestissement

Depuis 2000, la globalisation ne remplit plus ses promesses de croissance^{cc}. Les accords commerciaux signés par les États-Unis tournent peu à peu le pays vers l'extérieur sans favoriser un retour à l'interne^{cci}. Près de 40 % de la force de travail américaine se trouve en Chine et en Inde^{ccii}. D'ailleurs, selon l'*Economic Policy Institute*, les entreprises outremer importent plus qu'elles n'exportent, contribuant ainsi à un déficit de 206 milliards de dollars de la balance commerciale^{cciii}. Des statistiques démontrent que les investissements dans des emplois plus chers payés ne se font que très rarement rendant le discours du réinvestissement une excuse pour faire taire les médias^{cciv}. Et comme les pays vers lesquels la délocalisation s'effectue forment de plus en plus de professionnel pour des emplois de haute qualité^{ccv}, il devient crucial pour les États-Unis d'adopter des législations favorisant la protection des travailleurs. En effet, cette situation risque de compromettre les réinvestissements devant la nouvelle possibilité pour les entreprises d'exporter des emplois demandant des compétences avancées^{ccvi}.

Conclusion

Pour conclure, il ne faut pas oublier que le débat autour du *Patriot Employer Act* ne s'est pas encore déroulé de manière officielle. Cette note a retracé les arguments qui pourraient être invoqués pour et contre

la proposition d'accorder un crédit d'impôt aux entreprises patriotiques advenant qu'il y soit donné suite. Nous avons pu constater que les propositions faites pour qu'un employeur devienne patriotique ravivent le débat de la délocalisation et du rôle du système de taxation dans la redistribution de la richesse.

Le projet de loi de Dick Durbin proposait un crédit d'impôt sur les profits des sociétés dites "patriotiques". Ces dernières sont identifiables par leur adhésion volontaire aux mesures proposées : couvrir 60 % de l'assurance-santé des travailleurs, contribuer au régime de pension, adopter une politique de neutralité envers les syndicats, assurer un salaire permettant l'atteinte minimal du seuil de pauvreté et prioriser l'emploi aux États-Unis.

Le crédit d'impôt de 1 % que suggère le *Patriot Employer Act* aux employeurs "patriotiques" est considéré par certains comme une entrave à l'esprit d'entreprise, alors que d'autres le perçoivent comme une forme de responsabilisation sociale. Pour ses critiques, la délocalisation est perçue comme un gain important pour la croissance et comme un enjeu pour préserver la compétitivité de l'économie américaine. Pour ses avocats, les délocalisations ont, au contraire, entraîné une sorte de déterminisme politique qui pousse de plus en plus le pouvoir à laisser les travailleurs à leur sort et à appuyer les entreprises au détriment de la démocratie et du rêve américain. Enfin, si certains voient dans l'adoption d'un crédit d'impôt une complication inutile du système fiscal, d'autres, au contraire, jugent celui-ci à l'aulne de l'une des finalités de tout système fiscal : la redistribution des richesses.

Bref, si le débat autour des mesures du *Patriot Employer Act* s'articule, pour les uns, autour du rôle que doit véritablement jouer l'entreprise au sein de l'économie, soit celui de générateur de la richesse, pour les autres, il gravite autour du rôle que doit jouer l'État dans sa répartition mais également le maintien de la cohésion sociale.

Notes

ⁱ Sponsor introductory remarks on measure, *Congressional Record-Senate*, “A bill to provide a Federal income tax credit for Patriot employers and for other purposes” By Mr. Durbin S.1945. , 2 août 2007, p. S10794.

ⁱⁱ Barack Obama, “ The Change We Need: Plan to Strengthen the Economy”, *Barack Obama on the Issues*, p.2 [En ligne] <http://www.barackobama.com/issues/economy/> (page consultée le 3 novembre 2008)

ⁱⁱⁱ Ibid.

^{iv} Ibid. à la p. 3.

^v *Patriot Employer Act*, 110th Congress, 1st session, document S.1945 sponsored by Dick Durbin, introduced on August 2ed 2007, [En ligne] <http://www.opencongress.org/bill/110-s1945/text> (page consultée le 3 novembre 2008)

^{vi} Ibid.

^{vii} Ibid.

^{viii} C’est, entre autres, cette distinction qui vaut à Barack Obama son titre de *radical*. (David Von Drehle, “U.S. Election: Obama’s Moment”, *Times*, vol 172 no 9, Septembre 2008, p.19.)

^{ix} S.1945. IS Patriot employer Act, *Thomas (Library of Congress)*, Congressional Record Reference [En ligne] <http://thomas.loc.gov/home/c110query.html>

^x *Patriot Employer Act*, 110th Congress, 1st session, *supra* note 5.

^{xi} Ibid.

^{xii} Ibid.

^{xiii} Ibid.

^{xiv} Ibid.

^{xv} Ibid.

^{xvi} Ibid.

^{xvii} Ibid.

^{xviii} Ibid.

^{xix} Ibid.

^{xx} S.1945. IS Patriot employer Act, *Thomas (Library of Congress)*, *supra* note 9

^{xxi} Entretien avec Frédérick Gagnon, doctorat en sciences politiques, UQAM, 21 novembre 2008.

^{xxii} Ibid.

^{xxiii} Daniel T. Griswold et Dale D. Buss, “ Outsourcing Benefits Michigan Economy and Taxpayers”, *Policy Brief Mackinac Center for Public Policy*, no S2004-06-ISBN: 1-890624-41-1 (16 septembre 2004), p.1

^{xxiv} Ibid.

^{xxv} Ibid, à la p. 3.

^{xxvi} Ibid, à la p. 2.

^{xxvii} Rea S. Hederman, Jr. Et James Sherk, “ A Strong Pre-Election Jobs Report, Thanks to Good Economic Policy”, *Heritage Foundation*, no 1245, 3 novembre 2006, p.1.

^{xxviii} Department of Labor, Bureau of Labor Statistics, *Employment Situation News Release*, oct. 2006, Table B-3, [En ligne] www.bls.gov/news.release/empstat.toc.htm

^{xxix} Ibid., Table B-1

^{xxx} Hederman et Sherk, “ A Strong Pre-Election Jobs Report, Thanks to Good Economic Policy”, *supra* note 28, p.2.

^{xxxi} U.S. Department of the Treasury, *Tax Compliance on Bush Administration’ proposals for reducing non-compliance*, septembre 2006.

^{xxxii} William W. Beach, “Increasing IRS Tax Collection Powers Threatens More IRS Abuse: The New Congress Moves to Close The ‘Tax Gap’”, *Heritage Foundation*, no 1373, 27 Février 2007, p.1

^{xxxiii} Ibid.

^{xxxiv} Ibid. à la p.3.

^{xxxv} Committee on Ways and Means, “ Hearing on Promoting U.S. Worker Competitiveness in a Globalized Economy”, *U.S. House of Representatives*, 110th Congress, first session, serial 110-47, [En ligne]

<http://waysandmeans.house.gov/hearings.asp?formmode=view&id=7126&keywords=outourcing>

^{xxxvi} Ibid.

^{xxxvii} Ibid.

^{xxxviii} Hederman et Sherk, “ A Strong Pre-Election Jobs Report, Thanks to Good Economic Policy”, *supra* note 27, p.1.

^{xxxix} Committee on Ways and Means, “ Hearing on Promoting U.S. Worker Competitiveness in a Globalized Economy”, *supra* note 35.

^{xl} Ibid.

^{xli} Aller voir, notamment le site du Finance Committee du Sénat, <http://finance.senate.gov/sitepages/hearings.htm>, ou encore, le site du Committee on Ways and Means du House of Representative, <http://waysandmeans.house.gov/index.asp>.

^{xlii} Wall Street Journal, “ Obama’s ‘Patriotic’ Act”, [En ligne] http://online.wsj.com/article/SB120407121574294919.html?mod=googlenews_wsj (page consultée le 11 novembre 2008)

^{xliiii} Economy in Crisis Organisation, “ Current Issues”, *Economic Crisis: Election 2008*, novembre 2008, [En ligne] <http://www.economyincrisis.org/articles/show/1084> (page consultée le 20 novembre 2008)

^{xliv} Ibid.

^{xlv} “Patriot Employer Act: Tax Credit for Voluntary Adoption of Favored Employment Policies”, *Washington Labor Wire*, [En ligne] <http://washlaborwire.com/2008/11/05/the-potential-impact-of-the-obama-administration-on-the-labor-and-employment-legal-landscape/> (page consultée le 13 novembre 2008)

^{xlvi} Ibid.

^{xlvii} Ibid.

^{xlviii} “Senators Durbin, Obama & Brown and Representative Schakowsky Introduce Legislation to Reward ‘Patriot Employers’”, *Obama Senate*, 2 août 2007, [En ligne]

http://obama.senate.gov/press/070802-senators_durbin/print.php (page consultée le 10 novembre 2008)

^{xlix} “Patriot Employer Act: Tax Credit for Voluntary Adoption of Favored Employment Policies”, *Washington Labor Wire*, *supra* note 45.

ⁱ Schakowsky, sen. Brown, House Democrats, Unions Introduce Legislation to Reward “ Patriot Employers”, *Representative Jan Schakowsky, 9th District Illinois*, 2 août 2007, [En ligne] http://www.house.gov/list/press/il09_schakowsky/PatriotCorporationIntroduction.shtml (page consultée le 10 novembre 2008)

ⁱⁱ AFL-CIO : America’s Union Movement, “ Shipping Jobs overseas : How Real is the Problem”, *Job, Wages and the Global Economy*, [En ligne]

http://www.aflcio.org/issues/jobseconomy/exportingamerica/outourcing_problems.cfm (page consultée le 17 novembre 2007)

^{lii} Ibid.

^{liii} AFL-CIO : America's Union Movement, "Corporate's Myths about Shipping", *Job, Wages and the Global Economy*, [En ligne] http://www.aflcio.org/issues/jobseconomy/exportingamerica/outourcing_problems.cfm (page consultée le 17 novembre 2007)

^{liv} "Senators Durbin, Obama & Brown and Representative Schakowsky Introduce Legislation to Reward 'Patriot Employers'", *supra note 48*.

^{lv} AFL-CIO : America's Union Movement, "Shipping Jobs overseas : How Real is the Problem", *supra note 51*.

^{lvi} Ibid.

^{lvii} Patriot Employer Act: Tax Credit for Voluntary Adoption of Favored Employment Policies", *Washington Labor Wire*, *supra note 46*.

^{lviii} Sponsor introductory remarks on measure, *Congressional Record-Senate*, *supra note 1*.

^{lix} "Woosley Co-Sponsors Bill to save Jobs & Protect American Workers", *Congresswoman Lynn Woosley, 6th District California*, [En ligne]

<http://Woosley.house.gov/latestnews.asp?ARTICLE5110=62850>

^{lx} Ibid.

^{lxi} Ibid.

^{lxii} Ibid.

^{lxiii} "Rep. Sutton Takes Steps to Revitalize Economy", U.S.

Representative *Betty Sutton, 13th District Ohio*, [En ligne]

<http://Sutton.house.gov/news/story.cfm?id=7>

^{lxiv} *Patriot Employer Act, 110th Congress, 1st session, supra note 5.*

^{lxv} Entretien avec Frédéric Gagnon, doctorat en sciences politiques, UQAM, 21 novembre 2008.

^{lxvi} U.S. Chamber of Commerce, "Creating Jobs by Expanding Free Trade and Fair Trade", [En ligne]

<http://www.uschamber.com/sab/trade.htm> (page consultée le 21 novembre 2008).

^{lxvii} Apparition sur CNN news (opinion aussi reproduit dans les discours fait sur les taxes au U.S. Chamber of commerce)

^{lxviii} Thomas J. Donohue, *The State of American Businesses*, (2008)

[En ligne]

<http://www.uschamber.com/NR/rdonlyres/eedsdcelk64l3sjbh26bl3fbh4xmzrddiiftdrepfho6g7hq7dmo57tyst2lnafosnqs4mu7pul6x4oani2dzakhdh/08sab.pdf>

^{lxix} Wall Street Journal, "Obama's 'Patriotic' Act", [En ligne]

http://online.wsj.com/article/SB120407121574294919.html?mod=googlenews_wsj (page consultée le 11 novembre 2008)

^{lxx} Ann All, "Outrage Over Offshoring Goes Off Target", *YaleGlobal*, 17 octobre 2008 [En ligne]

<http://yaleglobal.yale.edu/article.print?id=11473>

^{lxxi} Ibid.

^{lxxii} Foster J.D., "Obama's and McCain's Tax Plans: A Mixed Bag", *Heritage Foundation*, no 2101, 14 octobre 2008, p.2.

^{lxxiii} Wall Street Journal, "Obama's 'Patriotic' Act", *supra note 69*.

^{lxxiv} Ibid.

^{lxxv} Thomas Donohue (CNN News)

^{lxxvi} Brian J. Bolduc-Economic Concentration, "No We Can't!", *Harvard Crimson*, 4 mars 2008 [En ligne]

<http://www.thecrimson.com/article.aspx?ref=522294> (page consultée de 20 novembre 2008)

^{lxxvii} Thomas Donohue (CNN News)

^{lxxviii} Tim Kane et al., "Milton Friedman, the father of Economic Freedom", *Heritage Foundation*, no 1259 (20 novembre 2006), p.2

^{lxxix} J.D. Foster, "Cutting Corporate Taxes to Save America", *Heritage Foundation*, 14 juin 2007, [En ligne]

<http://www.heritage.org/Press/Commentary/ed061407a.cmf?RenderforPrint=1>

^{lxxx} Ann All, *supra note 70*.

^{lxxxi} Foster J.D., "Obama's and McCain's Tax Plans: A Mixed Bag", *supra note 72*, p.1

^{lxxxii} Brian J. Bolduc-Economic Concentration, "No We Can't!",

Harvard Crimson, 4 mars 2008 [En ligne]

<http://www.thecrimson.com/article.aspx?ref=522294> (page consultée de 20 novembre 2008)

^{lxxxiii} Ibid.

^{lxxxiv} Maryland Chamber of Commerce, *Panel Discusses the Future of Employment Law at Business Policy Conference* sous la direction de Me Elizabeth Torphy-Donzella, 12 novembre 2008 [En ligne]

http://www.mdchamber.com/blog/2008/11/panel_discusses_the_future_of.php

^{lxxxv} Ibid.

^{lxxxvi} Ibid.

^{lxxxvii} Ibid.

^{lxxxviii} "Patriot Employer Act: Tax Credit for Voluntary Adoption of Favored Employment Policies", *Washington Labor Wire*, *supra note 45*.

^{lxxxix} Maryland Chamber of Commerce, *supra note 84*.

^{xc} Barack Obama's Comprehensive Tax Plan, 2008 Election's, House Print.

^{xcii} Karen Campbell, Guinevere Nell et al., "The Obama and McCain Tax Plans: How Do they Compare?", *The Heritage Center for Data Analysis*, Massachusetts, octobre 2008, p. 3

^{xciii} Brink Lindsey, "Job Losses and Trade: A Reality Check", Center for Trade Policy Studies, Cato Institute, no 19, mars 2004, p.8

^{xciv} James Sherk, "Increasing Job Security in the Workforce",

Heritage Foundation, no 2038, août 2008, p. 1

^{xcv} Ibid.

^{xcvi} James Sherk, "Increasing Job Security in the Workforce", *supra note 93*.

^{xcvii} Ibid. à la p.6.

^{xcviii} Ibid. à la p.1.

^{xcix} Ibid. à la p.6.

^c Ibid.

^{ci} Brink Lindsey, *supra note 92*, p.4.

^{cii} Daniel T. Griswold et Dale D. Buss, *supra note 23*, p.1

^{ciii} Ibid. à la p.1.

^{civ} Diana Farrell, "Offshoring: Is It a winning Game?", *McKinsey Global Institute*, août 2003.

^{civ} Catherine Mann, "Globalisation of IT Services and White Collar Jobs; The Next Wave of Productivity Growth", *International Economics Policy Briefs*, Institute for international Economics,

décembre 2003. Et Brink Lindsey, “ Job Losses and Trade; A Reality Check”, Center for Trade Policy Studies, Cato Institute, no 19, mars 2004, p.8

^{cv} Brink Lindsey, supra note 92, p.1

^{cvi} Daniel T. Griswold et Dale D. Buss, supra note 23, p.2

^{cvi} Brink Lindsey, supra note 92, p.1

^{cvi} Daniel T. Griswold et Dale D. Buss, supra note 23, p.2

^{cix} Ibid. à la p.4.

^{cx} Ibid. à la p.3.

^{cx} Brink Lindsey, supra note 92, p.4

^{cxii} U.S. Commerce Departement, “ U.S. International Services, Cross-Border Trade in 2002 an Sales Through Affiliates in 2001”, *Survey of Current Business*, Bureau of Economic Analysis, oct. 2003, pp.112-113, Table 7.4

^{cxiii} Daniel T. Griswold et Dale D. Buss, supra note 23, p.6

^{cxiv} J.D. Foster, “Obama’ and McCain’s Tax Plan: A Mixed Bag”, *Heritage Foundation*, supra note 72, p.1.

^{cxv} Ibid.

^{cxvi} Ibid.

^{cxvii} “ Congressional Hearing on what should Congress do to Avoid Recession”, 18 Janvier 2008, [En ligne]

www.heritage.org/Research/Economy/tst011808.cfm?RenderforPrint=1

^{cxviii} Ibid.

^{cxix} Ibid.

^{cxix} “ Patriot Employer Act: Tax Credit for Voluntary Adoption of Favored Employment Policies”, *Washington Labor Wire*, supra note 45.

^{cxxi} William W. Beach, “ How to Really Help the Poor”, *Heritage Foundation*, juillet 2005,p.1

^{cxvii} Ibid.

^{cxviii} J.D. Foster, “Cutting Corporate Taxes to Save America”, *Heritage Foundation*, juin 2007,p .1

^{cxviii} Ibid.

^{cxv} Ibid.

^{cxv} Rea S. Hederman Jr., “ Heritage Employment Report: October Report Shows Fall in Jobs”, *Heritage Foundation*, no 2125, nov. 2008, p.2

^{cxvii} J.D. Foster, “Plumbing the Candidates’ Tax Plans”, *Heritage Foundation*, octobre 2008, [En ligne]

<http://www.heritage.org/Press/commentary/ed102108a.cfm?RenderforPrint=1>

^{cxviii} Ibid.

^{cxviii} Ibid.

^{cxviii} Ibid.

^{cxviii} Ibid.

^{cxvii} William W. Beach, “ How to Really Help the Poor”, supra note 121.

^{cxviii} Ibid.

^{cxviii} Ibid.

^{cxv} Ibid. à la p.2.

^{cxv} Ibid. à la p.1.

^{cxvii} Karen Campbell, Guinevere Nell et al., “The Obama an McCain Tax Plans: How Do they Compare?”, *The Heritage Center for Data Analysis*, Massachusetts, octobre 2008, p. 4

^{cxviii} Ibid.

^{cxviii} Ibid.

^{cxli} Ibid.

^{cxli} Ibid.

^{cxlii} Ibid. à la p. 10.

^{cxliii} J.D. Foster, “Plumbing the Candidates’ Tax Plans”, supra note 127.

^{cxliv} Ibid.

^{cxlv} Karen Campbell, Guinevere Nell et al., supra note 141, p. 10

^{cxlvi} Ibid.

^{cxlvii} James Sherk et Karen A. Campbell, “ Extended Unemployment Insurance-No Economic Stimulus”, The Heritage Center For Data Analysis, Massachussets, nov. 2008, p.7

^{cxlviii} J.D. Foster, “Obama’ and McCain’s Tax Plan: A Mixed Bag”, *Heritage Foundation*, no 2101, 14 oct. 2008, p.2.

^{cxlix} Ibid.

^{cl} Karen Campbell, Guinevere Nell et al., supra note 137, p. 2

^{cli} “ Congressional Hearing on what should Congress do to Avoid Recession”, 18 Janvier 2008, [En ligne]

www.heritage.org/Research/Economy/tst011808.cfm?RenderforPrint=1

^{clii} Ibid.

^{cliii} Karen Campbell, Guinevere Nell et al., supra note 137, p. 10

^{cliv} Ibid.

^{clv} Ibid.

^{clvi} Ibid.

^{clvii} Bureau of Economic Analysis, “ BEA: Frequently Ask Question”, National imports of services, GDP, and outsourcing, [En ligne] http://faq.bea.gov/cgi-bin/bea.cfg/php/enduser/prnt_adp.

^{clviii} Ibid.

^{clix} Ibid.

^{clx} Ibid.

^{clxi} Our Future, “Campaign for America’s Future: Defining Clinton Advisor and Progressive Economic Strategy for America’s Future”, *Economic Policy Institute*, Wasghinton, 2006, p.3

^{clxii} Ibid.

^{clxiii} Ibid.

^{clxiv} Ibid. à la p.4.

^{clxv} Ibid.

^{clxvi} Ibid. à la p.1.

^{clxvii} Ibid.

^{clxviii} Thomas I. Palley, “ Financilization; What It is and Why It Matters”, *Levy Economics Institute*, Bard College, no 525, dec. 2007, [En ligne] <http://www.levy.org/vdoc.aspx?docid=971>

^{clxix} Our Future, supra note 168 , p.7

^{clxx} Center for American Progress, “ An Economy Suffers When Jobs Disappear”, *Global Economy*, 12 février 2004, [En ligne]

<http://www.americanprogress.org/issues/2004/02/b32410.html>

^{clxxi} Our Future, supra note 168, p.8

^{clxxii} Ibid. à la p.9

^{clxxiii} Ibid.

^{clxxiv} Ibid. à la p.11

^{clxxv} Ibid. à la p.12

^{clxxvi} Thomas I. Palley, “ Financilization; What It is and Why It Matters”, supra note 168.

^{clxxvii} Our Future, supra note 168, p.18

^{clxxviii} Ibid. à la p.5

-
- clxxx House Committee on Ways and Means, “New Unemployment Data Shows Need for Urgent Actions”, 7 novembre 2008, [En ligne] <http://waysandmeans.house.gov/News.asp?FormMode=print&ID=707>
- clxxx Jeff Bennett, “Creating Awareness of our True Economic Conditions”, *Economy in Crisis*, 31 août 2008, [En ligne] www.EconomyInCrisis.org
- clxxx Our Future, supra note 168, p.6
- clxxxii Ibid.
- clxxxiii Ibid.
- clxxxiv Ibid.
- clxxxv Ibid. à la p.18
- clxxxvi Ibid. à la p.22
- clxxxvii Ibid.
- clxxxviii Thomas I. Palley, “The Economics of Outsourcing: How Should We Respond?”, *Levy Economics Institute*, Bard College, no 89, dec. 2007, [En ligne] <http://www.levy.org/vdoc.aspx?docid=880>
- clxxxix Ibid.
- cxci Ibid.
- cxci Ibid.
- cxcii Ibid.
- cxciiii Ibid.
- cxciiv Ibid.
- cxce Josh Bivens, “Politics of Outsourcing: New Trends, Old Arguments” Center fo American Progress, Tax Reform, 2004, [En ligne] <http://www.americainprogress.org/issues/2004/03/b38079.html>
- cxcevi Ibid.
- cxcevi Robert Pollin, “Economic Prospects: Global Outsourcing and the U.S. Working Class”, PERI, New Labor Forum, 2007, p.2
- cxcevi Our Future, supra note 168, p.4
- cxceix Ibid.
- cc Ibid.
- cci AFL-CIO : America’s Union Movement, “Corporate’s Myths about Shipping”, supra note 53.
- ccii Ibid.
- cciii Ron Hira, “The Offshoring of Innovation: U.S. Innovation System Morphs as Investments in R&D increasingly go to low-cost countries”, EPI Brief, # 226, 2008, [En ligne] <http://www.epi.org/content.cfm/bp226>
- cciv Ibid.
- ccv Ibid.
- ccvi Ibid.